

Les juridictions internationales	Texte correspondant	Saisine de la juridiction (accès)	Compétence	Procédure	Droit d'introduire l'action	Finalité	Pays
----------------------------------	---------------------	-----------------------------------	------------	-----------	-----------------------------	----------	------

Comité des droits de l'homme (CDPR)	<p>Textes et protocoles :</p> <p>Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté le 16 décembre 1966</p> <p>Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (autorisant le Comité à examiner des plaintes émanant de particuliers), adopté en 1966</p> <p>Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à l'abolition de la peine de mort, adopté en 1989</p>	<p>Lié à la ratification du Protocole facultatif du PIDCP par l'Etat. Pour les recours interétatiques, l'Etat doit faire une déclaration d'acceptation en vertu de l'article 41.</p>	<p>Compétence ratione temporis :</p> <p>Le Comité prend en compte la date d'entrée en vigueur du protocole facultatif pour les Etats à recevoir des communications individuelles sauf si l'Etat a fait une déclaration pour étendre à des faits antérieurs quand il a ratifié (CDH, 2003, <i>Kurowski c. Pologne</i>)</p> <p>Actes instantanés : certains faits malgré que soient antérieurs à la compétence ratione temporis peuvent être examinés par le comité</p> <ul style="list-style-type: none">- CDH, 2006, <i>Mariama Savakara et autres c. Burkina Faso</i> (assassinat en dehors de la compétence ratione temporis car antérieur à la ratification par l'Etat du 1er Protocole facultatif mais le comité rappelle qu'il peut y avoir des effets qui continuent à faire partie de la compétence ICJ => notamment quand absence d'enquête de la part de l'Etat <p>Violation continue : disparitions forcées (à l'opposé des actes instantanés)</p> <ul style="list-style-type: none">- CDH, 2003, <i>Sarma c. Sri Lanka</i> : disparition et enlèvement avant l'entrée en vigueur du Protocole facultatif, violation du PIDCP si comité confirme par un examen que les faits se sont poursuivis après l'entrée en vigueur du protocole facultatif. <p>Compétence ratione loci :</p> <p>Art 2§1 PIDCP : Etat est responsable des violations des droits des personnes qui relèvent de sa juridiction, de sa "compétence"</p> <p>ELARGISSEMENT :</p> <p>Quand violation en dehors de l'Etat, compétence extraterritoriale de cet Etat :</p> <ul style="list-style-type: none">- Par le biais de l'action de ses agents à l'étranger (CDH, 1981, <i>Lupia Bengien c. Uruguay</i> : enlèvement d'opposant sur le territoire argentin, exercice de la puissance étatique par les agents)	<p>Epuisement des voies de recours interne :</p> <p>Nécessaire au préalable sauf si recours excède des délais raisonnables - Article 5.2. b)</p> <p>Recours doit être adéquat, utile, effectif et accessible en interne sinon pas nécessaire comme condition</p> <p>Souplexie : CDH, 2011, <i>Kavanagh c. Irlande</i></p> <p>Exemple de non épuisement des voies de recours pour défaut d'invocation en substance des griefs : CDH, 1995, <i>Penna c. Australie</i></p> <p>Requête anonyme :</p> <p>Article 3 du Protocole facultatif au PIDCP requête anonyme/requête considérée comme abus de droit/requête incompatible avec les dispositions du PIDCP => irrecevable</p> <p>No bis in idem/Litispense :</p> <p>Article 5 PF du PIDCP : Comité examine pas la question si déjà en cours dans une autre instance internationale</p> <p>Note : Ne concerne pas les rapporteurs spéciaux, procédures spéciales ou les procédures générales de l'ECOSOC</p>	<p>Compétence pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes d'une violation</p> <p>CDH, 1984, <i>Disabled and handicapped persons in Italy v. Italy</i> : Autour de la communication doit être lui-même la victime.</p> <p>Qualité de victime :</p> <ul style="list-style-type: none">- victime directe : CDH, Une société d'édition et une société d'impression c. Trinité et Tobago, 14 juillet 1989, com" n°360/1989 : «...une société...n'a pas qualité, en tant que telle, pour présenter une communication...»- victime indirecte (CDH, 1983, <i>Maria del Carmen Almeida de Quinteros c. Uruguay</i>)- victime potentielle<ul style="list-style-type: none">- (CDH, 1983, <i>John Ballangyne et autres c. Canada</i> : « tout individu qui entre dans une catégorie de personnes dont les activités sont mises hors la loi par la législation pertinente peut être considéré comme une "victime" »)- décision de l'Etat pas encore exécutée mais « E autorise exécution. Il y a aura violation (expulsion par ex (CDH, 2010, <i>Kaba c. Canada</i>)	<p>Communication au Comité si on pense qu'il y a une violation qui se traduit ensuite par une décision => Etat invité à redresser et réparer la violation mais ce n'est PAS contraignant => aucun moyen contraignant pour faire appliquer la décision</p>	<p>BURUNDI : PIDCP ratifié en 1990 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ + PAS DE DECLARATION d'acceptation de compétence pour les recours interétatiques en vertu de l'article 41 PIDCP</p> <p>CAMEROUN : PIDCP ratifié en 1984 et protocole facultatif RATIFIÉ (27 juin 1984) + PAS DE DECLARATION d'acceptation de compétence pour les recours interétatiques en vertu de l'article 41 PIDCP</p> <p>CONGO : PIDCP ratifié en 1983 et protocole facultatif RATIFIÉ (5 octobre 1983) + DECLARATION d'acceptation de compétence pour les recours interétatiques en vertu de l'article 41 PIDCP</p> <p>GABON : PIDCP ratifié en 1983 mais protocole facultatif PAS RATIFIÉ + PAS DE DECLARATION d'acceptation de compétence pour les recours interétatiques en vertu de l'article 41 PIDCP</p> <p>GUINÉE EQUATORIALE : PIDCP ratifié en 1984 et protocole facultatif RATIFIÉ (25 sept 1987) + PAS DE DECLARATION d'acceptation de compétence pour les recours interétatiques en vertu de l'article 41 PIDCP</p> <p>OUGANDA : PIDCP ratifié en 1995 et protocole facultatif RATIFIÉ (14 nov 1995) + PAS DE DECLARATION d'acceptation de compétence pour les recours interétatiques en vertu de l'article 41 PIDCP</p> <p>RCA : PIDCP ratifié en 1981 et protocole facultatif RATIFIÉ (8 mai 1981) + PAS DE DECLARATION d'acceptation de compétence pour les recours interétatiques en vertu de l'article 41 PIDCP</p> <p>RDC : PIDCP ratifié en 1976 et protocole facultatif RATIFIÉ (1er nov 1976) + PAS DE DECLARATION d'acceptation de compétence pour les recours interétatiques en vertu de l'article 41 PIDCP</p> <p>RWANDA : PIDCP ratifié en 1975 mais protocole facultatif PAS RATIFIÉ + PAS DE DECLARATION d'acceptation de compétence pour les recours interétatiques en vertu de l'article 41 PIDCP</p> <p>SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE : PIDCP ratifié en 2017 et protocole facultatif RATIFIÉ (23 mars 2017) + PAS DE DECLARATION d'acceptation de compétence pour les recours interétatiques en vertu de l'article 41 PIDCP</p> <p>TCHAD : PIDCP ratifié en 1995 et protocole facultatif RATIFIÉ (9 juin 1995) + PAS DE DECLARATION d'acceptation de compétence pour les recours interétatiques en vertu de l'article 41 PIDCP</p>
-------------------------------------	---	--	--	---	---	--	--

	<p>Texte/Déclaration permettant la compétence du Comité :</p> <p>L'Etat doit avoir ratifié le Protocole facultatif du PIDCP pour que le Comité puisse recevoir des communications provenant de particuliers de l'Etat partie.</p> <p>Pour les recours interétatiques, l'Etat doit faire une déclaration d'acceptation en vertu de l'article 41 du PIDCP.</p>	<p>Observations générales :</p> <p>Article 40 §4 du PIDCP : Le comité peut adresser « toutes observations générales qu'il jugerait appropriées »</p> <p>⇒ donne des indications sur le teneur normative des obligations internationales des Etats dans le domaine des DH</p> <p>+ Article 76 et 77 du Règlement intérieur du CCPR</p> <p>Possibles que certaines observations générales soient faites par plusieurs comités à l'avenir car leurs domaines se chevauchent notamment en matière de discrimination</p> <p>NOTE : Comité rend lui même des observations et donc ne peut pas être saisi sur ce point mais ces observations peuvent être utilisées par des particuliers dans des procédures juridiques par la suite</p>	<p>Compétence ratione personae</p> <p>Communication contre un Etat partie au PIDCP</p> <p>Compétence ratione materiae:</p> <p>CDH, J.D.B. c. Pays-Bas, 28 mars 1985, com¹ 178/1984 : décision d'irrecevabilité car aucune violation des droits contenus dans le PIDCP</p>	<p>Délai d'introduction de la requête :</p> <p>Si mentionne pas les mêmes griefs devant un autre instance, requête recevable : CDH, 2014, Paluszak c. Lituanie</p> <p>Liépendance si identité des faits, de parties et de griefs/ds droit</p> <p>PF du PIDCP mentionne pas de délai mais si retard attend des explications raisonnables</p> <p>Attention : délai excessive marche pas (CDH, 2008, Brown c. Namibie) : autour a attendu 13 ans)</p> <p>Bien fondé de la requête :</p> <p>Par interprétation de l'article 2 et 3 du PF du PIDCP.</p> <p>Requête irrecevable quand manifestement mal fondée : défaut d'explication d'une violation ou du risque imminent de la violation (CDH, 2006, Daljit Singh c. Canada)</p>			
--	---	--	--	--	--	--	--

Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (ECOSOC)	Textes et protocoles : PIDESC (Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels), 16 déc. 1966 Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 10 déc 2008 Texte/Déclaration permettant la compétence du Comité : Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 10 déc 2008	Peut être saisi par : <ul style="list-style-type: none">- Etat partie contre un autre Etat partie- particuliers contre un Etat partie qui a fait une déclaration de reconnaissance de la compétence du comité Mesures provisoires : Après réception d'une communication et avant de prendre une décision sur le fond, le Comité peut à tout moment soumettre à l'urgence attention de l'Etat Partie intéressé une demande tendant à ce que l'Etat Partie prenne les mesures provisoires qui peuvent être nécessaires dans des circonstances exceptionnelles pour éviter qu'un éventuel préjudice irréparable ne soit causé à la victime ou aux victimes de la violation présumée.		Requête anonyme : Art 1 du règlement intérieur provisoire relatif au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels : requête irrecevable si elle est anonyme	Des communications peuvent être présentées par des particuliers ou groupes de particuliers, ou au nom de particuliers ou groupes de particuliers relevant de la juridiction d'un Etat Partie qui affirment être victimes d'une violation par cet Etat Partie d'un des droits économiques, sociaux et culturels énoncés dans le Pacte. Une communication ne peut être présentée au nom de particuliers ou groupes de particuliers qu'avec leur consentement, à moins que l'auteur puisse justifier qu'il agit en leur nom sans un tel consentement.	Recommandations et Enquêtes	BURUNDI : PIDESC ratifié en 1990 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ CAMEROUN : PIDESC ratifié en 1984 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ CONGO : PIDESC ratifié en 1983 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ GABON : PIDESC ratifié en 1983 et protocole facultatif RATIFIÉ (1er avril 2014) GUINÉE EQUATORIALE : PIDESC ratifié en 1987 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ UGANDA : PIDESC ratifié en 1987 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ RCA : PIDESC ratifié en 1981 et protocole facultatif RATIFIÉ (11 oct 2016) RDC : PIDESC ratifié en 1976 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ RWANDA : PIDESC ratifié en 1975 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE : PIDESC ratifié en 2017 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ TCHAD : PIDESC ratifié en 1995 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ
--	---	--	--	---	--	------------------------------------	---

<p>Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)</p>	<p>Traité et protocoles :</p> <p>Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée le 18 décembre 1979</p> <p>Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 6 octobre 1999</p> <p>Toute Déclaration permettant la compétence du Comité :</p> <p>Etat partie au CEDAW doit ratifier le Protocole facultatif de la Convention pour reconnaître la compétence du Comité</p>	<p>Article 2 du Protocole Facultatif :</p> <p>Communication peuvent être présentées par : - par des particuliers relevant de la juridiction d'un E partie - des groupes de particuliers relevant de la juridiction d'un E partie</p> <p>⇒ qui affirmait être victimes d'une violation de la Convention</p> <p>⇒ doit avoir le consentement de l'auteur</p>	<p>Compétence matérielle :</p> <p>Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes</p> <p>- Protocole facultatif</p> <p>Pas dit clairement dans la jurisprudence mais communication recevable alors que l'Etat a souligné l'incompétence ratione materiae : CEDAW, A.V. Denmark, 19 Nov 2015</p> <p>Compétence temporelle :</p> <p>Article 4 du Protocole facultatif de la Convention : Communication irrecevable si les faits sont antérieurs à la date d'entrée en vigueur du Protocole facultatif de la Convention sauf si c'est une violation continue</p> <p>Comité peut déclarer irrecevable toute communication portant sur des faits antérieurs à la date d'entrée en vigueur du Protocole à l'égard des Etats Parties intéressés, à moins que ces faits ne persistent après cette date ⇒ CEDAW, S.H., v. Bosnia and Herzegovina, 09 Jul 2020</p> <p>Compétence territoriale :</p> <p>Pas dit clairement dans la jurisprudence mais communication recevable alors que l'Etat a souligné l'incompétence ratione loci : CEDAW, A.V. Denmark, 19 Nov 2015</p> <p>Compétence personnelle :</p> <p>Article 3 du Protocole facultatif de la Convention : communication contre un Etat partie à la Convention sinon pas recevable</p>	<p>Article 64 du Règlement Interne du CEDAW : le Comité ou un groupe de travail composé de cinq membres décide : la majorité simple (ou unanimité pour le groupe de travail) si la communication est recevable en vertu du Protocole</p> <p>Epuisement des voies de recours interne :</p> <p>Article 4 du Protocole facultatif de la Convention : recours internes doivent être épuisés sauf si «cette des raisons</p> <p>CEDAW, S.H., v. Bosnia and Herzegovina, 09 Jul 2020</p> <p>Requête anonyme :</p> <p>Article 3 du Protocole facultatif de la Convention : communications par écrit et ne peuvent pas être anonymes</p> <p>No bis in idem/Lispendance :</p> <p>Article 4 du Protocole facultatif de la Convention : Communication irrecevable "Ayant traité à une question qu'il a déjà examinée ou qu'il a déjà fait l'objet ou fait l'objet d'un examen dans le cadre d'une autre procédure d'enquête ou de règlement international"</p> <p>Bien fondé de la requête :</p> <p>Article 4 du Protocole facultatif de la Convention : requête manifestement mal fondée ou insuffisamment motivée est irrecevable</p>	<p>En application de l'article 2 du Protocole facultatif, des communications peuvent être présentées par des particuliers relevant de la juridiction d'un Etat partie » qui affirment être victimes d'une violation par cet Etat d'une partie des droits énoncés dans la Convention » et qu'une personne ne peut être victime que si elle est effectivement louchée</p> <p>CEDAW, S.H., v. Bosnia and Herzegovina, 09 Jul 2020</p> <p>Article 2 du Protocole facultatif comprend ⇒ particuliers ou groupes de particuliers ou au nom de particuliers ou groupes de particuliers relevant de la juridiction d'un Etat partie » qui affirment être victimes d'une violation par cet Etat d'une partie des droits énoncés dans la Convention</p> <p>CEDAW, M. K. D. A.-v. Denmark, 18 Oct 2013</p> <p>Article 2 du Protocole facultatif à la Convention : « possibilité de présenter des communications sans le consentement de la victime, à condition que l'auteur puisse justifier qu'il n'est ni de celle-ci, sans un tel consentement</p> <p>⇒ CEDAW, V.C. (deceased) v. Republic of Moldova, 09 Jul 2020</p>	<p>Expert indépendant qui font des communications</p> <p>BURUNDI : Convention ratifiée en 1992 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ</p> <p>CAMEROUN : Convention ratifiée en 1994 et protocole facultatif RATIFIÉ (7 janv 2003)</p> <p>CONGO : Convention ratifiée en 1982 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ</p> <p>GABON : Convention ratifiée en 1983 et protocole facultatif RATIFIÉ (6 nov 2004)</p> <p>GUINÉE EQUATORIALE : Convention ratifiée en 1984 et protocole facultatif RATIFIÉ (16 oct 2009)</p> <p>UGANDA : Convention ratifiée en 1985 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ</p> <p>ROA : Convention ratifiée en 1991 et protocole facultatif RATIFIÉ (11 oct 2016)</p> <p>RDC : Convention ratifiée en 1986 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ</p> <p>RWANDA : Convention ratifiée en 1981 et protocole facultatif RATIFIÉ (15 décembre 2008)</p> <p>SAO TOME-ET-PRINCIPE : Convention ratifiée en 2003 et protocole facultatif NON RATIFIÉ (23 mai 2017)</p> <p>TCHAD : Convention ratifiée en 2003 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ</p>
--	--	---	---	--	--	---

Comité contre la torture (CAT)	<p>Textes et protocoles :</p> <p>Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, 10 dec 1984</p>	<p>Peut être saisi par :</p> <ul style="list-style-type: none">- Etat partie contre un autre Etat partie- particuliers contre un Etat partie qui a fait une déclaration de reconnaissance de la compétence du comité <p>EXCEPTION : Des griefs qui portent sur des violations dans des faits qui se sont produits avant que l'Etat partie déclare la compétence au Comité pour recevoir et examiner des communications individuelles, peuvent rentrer dans la compétence du comité si les effets de ces violations continuent de se faire sentir après l'entrée en vigueur de la déclaration de l'Etat ⇒ CAT, 25 Nov 2005, A.A. v. Azerbaijan</p>	<p>Compétence ratione temporis</p> <p>Les obligations que l'Etat partie souscrit en vertu de la Convention le lient à compter de la date où celle-ci entre en vigueur à son égard ⇒ CAT, 25 Nov 2005, A.A. v. Azerbaijan</p> <p>Compétence ratione loci :</p> <p>Observation générale n°2 (2007), CAT/C/GC/2, par. 16 : La juridiction de l'Etat partie s'étend à tout territoire sur lequel celui-ci exerce directement ou indirectement, en tout ou en partie, de fait ou de droit, un contrôle effectif, conformément au droit international</p> <p>CAT, 2008, J.H.A. v. Mauritania,Spain</p>	<p>Epuisement des voies de recours interne :</p> <p>Article 22 (§5 b) de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : Tous les recours internes disponibles doivent avoir été préalablement épuisés sauf si les recours excèdent des délais raisonnables</p> <p>CAT, 2002, M.A.K. v. Germany</p> <p>Doit aussi épuiser les recours utiles : CAT, 2012, S.A.C. v. Monaco</p> <p>Anonymat de la requête :</p> <p>Article 22 (§2 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : requête est irrecevable si elle est anonyme</p> <p>Délai d'introduction de la requête :</p> <p>Irrecevable si le temps écoulé depuis l'épuisement des recours internes est excessivement long, au point que l'examen de la plainte par le Comité ou l'Etat partie est rendu anormalement difficile</p>	<p>La victime peut être représentée si elle est dans l'incapacité de se présenter elle-même par des parents ou des représentants qui peuvent agir en son nom.</p> <p>Doit avoir le consentement de la victime si elle est représentée : CAT, 2008, J.H.A. v. Mauritania,Spain</p>	<p>Rend des constatations après qu'on lui ait fait une communication individuelle à l'Etat et aux particuliers</p> <p>Comité examine les communications et formule des constatations finales</p> <p>Options individuelles peuvent être exprimées par les membres du Comité</p> <p>+ Etat doit informer le comité des mesures qu'il prend par la suite</p>	<p>BURUNDI : Convention ratifiée en 1993 mais DÉCLARATION d'acceptation compétence (10 juin 2003)</p> <p>CAMEROUN : Convention ratifiée en 1986 mais PAS DE DÉCLARATION d'acceptation compétence (12 oct 2007) pour les victimes.</p> <p>CONGO : Convention ratifiée en 2003 mais PAS DE DÉCLARATION d'acceptation de compétence</p> <p>GABON : Convention ratifiée en 2000 mais PAS DE DÉCLARATION d'acceptation de compétence</p> <p>GUINÉE EQUATORIALE : Convention ratifiée en 2002 mais PAS DE DÉCLARATION d'acceptation de compétence</p> <p>UGANDA : Convention ratifiée en 1996 et DÉCLARATION d'acceptation de compétence (19 dec 2001)</p> <p>RCA : Convention ratifiée en 2016 mais PAS DE DÉCLARATION d'acceptation de compétence</p> <p>RDC : Convention ratifiée en 1996 mais PAS DE DÉCLARATION d'acceptation de compétence</p> <p>RWANDA : Convention ratifiée 1996 mais PAS DE DÉCLARATION d'acceptation de compétence</p> <p>SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE : Convention ratifiée en 2017 mais PAS DE DÉCLARATION d'acceptation de compétence</p> <p>TCHAD : Convention ratifiée en 1995 mais PAS DE DÉCLARATION d'acceptation de compétence</p>
--------------------------------	---	---	--	--	---	--	--

			<div><div>Ne bis in idem /Litpendance :</div><div>Article 22 §5 a) de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : plainte ne doit pas avoir été examinée ou être en cours d'examen devant un autre organe international d'enquête ou de règlement</div><div>Définition : Une communication a été examinée ou est en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement s'il y a une identité de parties, de faits et de contenu des droits => CAT, 28 Nov 2005, A.A. v. Azerbaijan</div><div>CAT, 2012, S.A.C. v. Monaco : Requête a été rejetée sans être examinée au fond devant la CourEDH donc n'est pas considéré comme ayant été examinée par une autre instance internationale d'enquête ou de règlement</div><div>Bien fondé de la requête :</div><div>Article 22 §2 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants :</div><div><div>- doit pas être incompatible avec les dispositions de la Convention CAT, 2015, E.S. v. Australia</div><div>- ne doit pas être un abus de droit</div></div><div>L'auteur doit éayer suffisamment les griefs soulevés dans la requête sinon la requête est déclinée irrecevable car elle est manifestement dénuée de fondement => CAT, 16 Nov 2007, K.A. v. Azerbaijan,Sweden</div></div>			
--	--	--	---	--	--	--

Sous-comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (SPT)	Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (instituant des mécanismes nationaux et internationaux de suivi), adopté le 18 décembre 2002					BURUNDI : RATIFIÉ (18 oct 2013) CAMEROUN : NON RATIFIÉ CONGO : RATIFIÉ (26 avril 2024) GABON : RATIFIÉ (22 sept 2010) GUINÉE EQUATORIALE : NON RATIFIÉ UGANDA : NON RATIFIÉ RCA : RATIFIÉ (11 oct 2016) RDC : RATIFIÉ (23 sept 2010) RWANDA : RATIFIÉ (30 juin 2015) SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE : NON RATIFIÉ TCHAD : NON RATIFIÉ
---	---	--	--	--	--	--

<div>Texte/Déclaration permettant la compétence du Comité :</div> <div>Pour que le comité soit compétent pour les plaintes individuelles, l'Etat doit ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, adoptée le 19 dec 2011</div>	<div>Article 6 - Mesures provisoires du RI du PF :</div> <div>1. Après réception d'une communication, et avant de prendre une décision sur le fond, le Comité peut à tout moment soumettre à l'urgence attention de l'Etat partie intéressé une demande tendant à ce qu'il prenne les mesures provisoires qui s'avèrent nécessaires dans des circonstances exceptionnelles pour éviter qu'un préjudice irréparable ne soit causé à la victime ou aux victimes des violations alléguées.</div> <div>2. L'urgence par le Comité de la faculté que lui donne le paragraphe 1 du présent article ne préjuge pas de sa décision concernant la recevabilité ou le fond de la communication</div>	<div>Compétence ratione personae :</div> <div>Article 16, 3, a) - Transmission des communications au Comité du RI du PF : La communication individuelle doit se faire contre un Etat qui a signé le protocole facultatif → Seul un Etat peut être émis devant le Comité. L'auteur doit être mineur pour que la requête soit recevable : CRC, J.A.B. v. Spain, 31 May 2019</div> <div>La charge de la preuve concernant l'identité de l'auteur ne saurait incomber exclusivement à celui-ci, d'autant que l'auteur et l'Etat partie n'ont pas toujours le même accès aux éléments de preuve et l'Etat partie est dans bien des cas le seul à disposer des renseignements nécessaires. CRC, D.O. c. Espagne, 31 janv. 2019</div>	<div>Ne bis in idem/Litispandence :</div> <div>Article 16, 3, f) - Transmission des communications au Comité du RI du PF : La requête est irrecevable si "la même question a déjà été examinée par le Comité ou a été ou est examinée au titre d'une autre procédure internationale d'enquête ou de règlement".</div>	<div>Compétence ratione materiae :</div> <div>Article 16, 3, b) - Transmission des communications au Comité du RI du PF : une communication ne peut pas être considérée comme recevable si la violation de droits soulevée ne fait pas partie d'un instrument auquel l'Etat fait partie. CRC, D.O. c. Espagne, 31 janv. 2019, §15.5</div>	<div>Bien fondé de la requête :</div> <div>Article 16, 3, h) - Transmission des communications au Comité du RI du PF : La communication est manifestement mal fondée ou insuffisamment motivée</div> <div>Article 16, 3, e) - Transmission des communications au Comité du RI du PF : La requête est irrecevable si elle "constitue un abus du droit (...) ou est incompatible avec les dispositions de la Convention ou des Protocoles facultatifs thématiques s'y rapportant".</div> <div>L'auteur doit étayer suffisamment les griefs soulevés dans la requête sinon la requête est déclarée irrecevable pour défaut manifeste de fondement : CRC, 03 Feb 2020, Y.F. v. Panama</div>	<div>Autres exigences :</div> <div>Article 16 - Transmission des communications au Comité du RI du PF : La requête doit être présentée à l'écrit. "Les documents non écrits présentés en complément des soumissions écrites sont, en revanche, acceptés"</div>
<div>Compétence en matière de droit LGBT :</div> <div>A.B. v. Finland, 04 Feb 2021 (best interests of the child, discrimination on other grounds, non-refoulement)</div>						

Comité des disparitions forcées (CED)	Textes et protocoles : Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, 20 décembre 2006	2 possibilités de saisine : <ul style="list-style-type: none">- Plaintes de particuliers contre un État partie (article 31 Convention)- Communications d'un État partie contre un autre État partie (article 32 Convention)	Compétence ratione materiae : Crime de disparition forcée (article 2 de la Convention). Éléments constitutifs : <ul style="list-style-type: none">- Une privation de liberté : la victime est arrêtée, détenue, enlevée ou autrement privée de sa liberté, quelle que soit la durée de la détention et son cadre légal.- Un déni de reconnaissance de la détention : les autorités refusent de reconnaître la privation de liberté ou d'indiquer le sort réservé à la victime- L'implication directe ou indirecte de l'État : l'acte est perpétré par des agents de l'État ou par des groupes agissant avec son consentement, son appui ou son acquiescement.	Epuisement des voies de recours interne : Article 31(2)(b) de la Convention : Tous les recours internes disponibles doivent avoir été préalablement épuisés sauf si les recours excèdent des délais raisonnables CED, <i>Yruata and Yruata v. Argentina</i> , 12 avril 2016, §§ 8-10.7 : "the domestic remedies in question must be effective and available. The Committee further recalls that, when faced with duly substantiated allegations of exhaustion of domestic remedies, or of applicable exceptions to the rule, it is for the State party to indicate which domestic remedies available to the author are effective and do not exceed reasonable time limits."	Problème de titularité de l'action en justice car la victime directe a disparu. Deux actions possibles : <ul style="list-style-type: none">- Agir en qualité de victimes indirectes de la violation du droit à la vie.- Agir en victimes directes de la violation du droit à ne pas subir de mauvais traitements ou de la torture (voir Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées ou involontaires (OTDF), dans son Observation générale sur le droit à la vérité dans le contexte des disparitions forcées du 26 juin 2011, p18)	Plusieurs finalités : <ul style="list-style-type: none">- Examiner les rapports des États parties et formuler des recommandations sur la question des disparitions forcées pour chacun d'entre eux (article 29 de la Convention) ;- Faire une demande d'action en urgence (article 30 de la Convention) ;- Effectuer une visite dans un État partie, après consultation de l'État concerné, si le Comité reçoit des informations indiquant que cet État commet une sérieuse violation des dispositions de la Convention. À la suite de la visite, le Comité communique à l'État partie concerné ses observations et recommandations. (article 33 de la Convention).	BURUNDI : NON RATIFIÉE CAMEROUN : NON RATIFIÉE CONGO : NON RATIFIÉE GABON : RATIFIÉE (19 Janv 2011) MAIS PAS DÉCLARATION acceptation compétence articles 31 et 32 GUINÉE ÉQUATORIALE : NON RATIFIÉE UGANDA : NON RATIFIÉE RCA : RATIFIÉE (11 Oct 2016) MAIS PAS DÉCLARATION acceptation compétence articles 31 et 32 RDC : NON RATIFIÉE RWANDA : NON RATIFIÉE SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE : NON RATIFIÉE TCHAD : NON RATIFIÉE		
	Article 35 de la Convention : « Le Comité n'est compétent qu'à l'égard des disparitions forcées ayant débuté postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention. » CED, Déclaration sur la compétence ratione temporis dans le contexte de l'examen des rapports soumis par les États parties en application de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, 16 novembre 2013 : « Si des éléments d'information ayant trait au passé sont utiles dans le cadre du processus de présentation de rapports pour comprendre pleinement les difficultés présentes, le Comité est tenu d'appeler l'attention, dans ses observations finales, sur les obligations actuelles de l'État concerné »		Anonymat de la requête : Article 31(2)(1) de la Convention : requête est recevable si elle est anonyme	Article 30(1) de la Convention : "Le Comité peut être saisi, en urgence, par les proches d'une personne disparue, leurs représentants légaux, leurs avocats ou toute personne mandatée par eux, ainsi que toute autre personne ayant un intérêt légitime, d'une demande visant à chercher et retrouver une personne disparue"					
	Texte/Déclaration permettant la compétence du Comité : L'Etat doit déclarer accepter la compétence du Comité « après avoir examiné les plaintes émanant de particuliers en vertu de l'article 31, ainsi que les communications émanant d'un État partie en vertu de l'article 32.		Compétence ratione temporis : Article 35 de la Convention : « Le Comité n'est compétent qu'à l'égard des disparitions forcées ayant débuté postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention. » CED, Déclaration sur la compétence ratione temporis dans le contexte de l'examen des rapports soumis par les États parties en application de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, 16 novembre 2013 : « Si des éléments d'information ayant trait au passé sont utiles dans le cadre du processus de présentation de rapports pour comprendre pleinement les difficultés présentes, le Comité est tenu d'appeler l'attention, dans ses observations finales, sur les obligations actuelles de l'État concerné »	Ne bis in idem/Litispendance : Article 31(2)(c) de la Convention : "plainte ne doit pas avoir été examinée ou être en cours d'examen devant un autre organe international d'enquête ou de règlement" => n'inclut pas les plaintes soumises dans le cadre de la procédure de plainte du Conseil des droits de l'homme ou aux Rapporteurs spéciaux ou Groupes de travail du Conseil des droits de l'homme, car elles ne sont pas considérées comme des « instances d'enquête ou de règlement de même nature ».					
			Compétence ratione loci : Territoire de l'État partie	Bien fondé de la requête : Article 31(2)(b) de la Convention : <ul style="list-style-type: none">- doit pas être incompatible avec les dispositions de la Convention- ne doit pas être un abus de droit					

			Compétence ratione personae : Agents de l'Etat ou personnes ou groupes de personnes qui agissent avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement de l'Etat (article 2 de la Convention)				
Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires							
Comité des travailleurs migrants (CMTW)	<p>Textes et protocoles :</p> <p>La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, adoptée le 18 décembre 1990.</p> <p>Texte/Déclaration permettant la compétence du Comité :</p> <p>L'Etat doit faire une déclaration d'acceptation de la compétence du Comité, en vertu de l'article 76 de la Convention</p>	Ne regarde pas les questions LGBT+					<p>BURUNDI : Convention NON RATIFIÉE</p> <p>CAMEROUN : Convention NON RATIFIÉE</p> <p>CONGO : Convention ratifiée en 2017 mais PAS DÉCLARATION acceptation compétence en vertu article 76 Convention</p> <p>GABON : Convention NON RATIFIÉE</p> <p>GUINÉE EQUATORIALE : Convention NON RATIFIÉE</p> <p>UGANDA : Convention ratifiée en 1995 mais PAS DÉCLARATION acceptation compétence en vertu article 76 Convention</p> <p>RCA : Convention NON RATIFIÉE</p> <p>RDC : Convention NON RATIFIÉE</p> <p>RWANDA : Convention ratifiée en 2008 mais PAS DÉCLARATION acceptation compétence en vertu article 76 Convention</p> <p>SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE : Convention ratifiée en 2017 mais PAS DÉCLARATION acceptation compétence en vertu article 76 Convention</p> <p>TCHAD : Convention ratifiée en 2017 mais PAS DÉCLARATION acceptation compétence en vertu article 76 Convention</p>

Comité des droits des personnes handicapées (CRPD)	Textes et protocoles : Convention relative aux droits des personnes handicapées, 12 décembre 2006	Ne regarde pas les questions LGBT+	BURUNDI : Convention ratifiée en 2014 et protocole facultatif RATIFIÉ (21 mai 2014) CAMEROUN : Convention ratifiée en 2023 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ CONGO : Convention ratifiée en 2014 et protocole facultatif RATIFIÉ (2 sept 2014) GABON : Convention ratifiée en 2007 et protocole facultatif RATIFIÉ (26 juin 2014) GUINÉE EQUATORIALE : Convention ratifiée en 2022 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ UGANDA : Convention ratifiée en 2008 et protocole facultatif RATIFIÉ (25 sept 2008) RCA : Convention ratifiée en 2016 et protocole facultatif RATIFIÉ (11 oct 2018) RDC : Convention ratifiée en 2015 et protocole facultatif RATIFIÉ (30 sept 2015) RWANDA : Convention ratifiée en 2008 et protocole facultatif RATIFIÉ (15 dec 2008) SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE : Convention ratifiée en 2015 et protocole facultatif RATIFIÉ (26 mai 2021) TCHAD : Convention ratifiée en 2019 mais protocole facultatif NON RATIFIÉ
	Texte/Déclaration permettant la compétence du Comité : Pour que le comité soit compétent, l'État doit ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, adopté le 13 décembre 2006		

Cour pénale internationale (CPI - ICC)	Statut de Rome, 17 juillet 1998	3 possibilités de saisine (article 13) : <ul style="list-style-type: none">- État parties peuvent définir des situations au Bureau du Procureur (article 13(a) et article 14 Statut)- Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies peut demander au Bureau du Procureur d'ouvrir une enquête (article 13 (b))- Le Bureau du Procureur peut ouvrir des enquêtes proprio motu (de sa propre initiative) sur le fondement de renseignements reçus de sources dignes de confiance. Dans ce cas, le Bureau du Procureur doit demander l'autorisation préalable d'une Chambre préliminaire, composée de trois juges indépendants (article 13(c) et article 15 Statut)	Compétence ratione materiae : = domaine dans lequel la CPI a le pouvoir de juger Article 5 du Statut de Rome : crime de génocide, crime contre l'humanité, crime de guerre, crime d'agression Réunion cumulative de 2 éléments : 1. L'élément matériel (factus reus) : action coupable identifiée dans les articles 6, 7, 8 et 8bis du Statut 2. L'élément psychologique (le mens rea) : article 30 du Statut dispose que le mens rea est composé de l'intention et de la connaissance de la part de l'auteur de l'infraction. • Dol spécial dans certains cas (= intention discriminatoire : l'intention de l'auteur est de s'attaquer à un groupe particulier) Vaut pour : <ul style="list-style-type: none">- Crime de génocide- Crime contre l'humanité de persécution- Crime contre l'humanité d'apartheid		Recours interne : Article 17 : La Cour doit déclarer irrecevable toute affaire portée devant elle par le Procureur dès lors qu'elle estime, ou a déjà donné lieu, à une enquête, poursuite ou jugement dans un État, à moins que la procédure a été ou est engagée ou que l'État a pris la décision de soustraire la personne concernée à sa responsabilité pénale pour les crimes qui relèvent de la compétence de la Cour visés à l'article 5 du Statut.	N/A	Condamnation pénale	BURUNDI : ÉTAT NON PARTIE CAMEROUN : ÉTAT NON PARTIE CONGO : ÉTAT PARTIE GABON : ÉTAT PARTIE GUINÉE EQUATORIALE : ÉTAT NON PARTIE OUGANDA : ÉTAT PARTIE RCA : ÉTAT PARTIE RDC : ÉTAT PARTIE RWANDA : ÉTAT NON PARTIE SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE : ÉTAT NON PARTIE TCHAD : ÉTAT PARTIE		
			TABLEAU RÉCAPITULATIF : <table><tr><th>Crimes pour lesquels le dol spécial n'est pas requis</th><th>Crimes pour lesquels le dol spécial est requis</th></tr><tr><td>Il faut :<ul style="list-style-type: none">- Acte matériel du crime- Élément psychologique</td><td>Il faut :<ul style="list-style-type: none">- Acte matériel- Élément psychologique- Dol spécial (intention discriminatoire = intention de l'auteur c'est de s'attaquer au groupe)</td></tr><tr><td>Ce sont :<ul style="list-style-type: none">- Crimes de guerre- Crimes contre</td><td>Ce sont :<ul style="list-style-type: none">- Crime de Génocide- Crime contre l'humanité de</td></tr></table>		Crimes pour lesquels le dol spécial n'est pas requis	Crimes pour lesquels le dol spécial est requis	Il faut : <ul style="list-style-type: none">- Acte matériel du crime- Élément psychologique	Il faut : <ul style="list-style-type: none">- Acte matériel- Élément psychologique- Dol spécial (intention discriminatoire = intention de l'auteur c'est de s'attaquer au groupe)	Ce sont : <ul style="list-style-type: none">- Crimes de guerre- Crimes contre	Ce sont : <ul style="list-style-type: none">- Crime de Génocide- Crime contre l'humanité de
Crimes pour lesquels le dol spécial n'est pas requis	Crimes pour lesquels le dol spécial est requis									
Il faut : <ul style="list-style-type: none">- Acte matériel du crime- Élément psychologique	Il faut : <ul style="list-style-type: none">- Acte matériel- Élément psychologique- Dol spécial (intention discriminatoire = intention de l'auteur c'est de s'attaquer au groupe)									
Ce sont : <ul style="list-style-type: none">- Crimes de guerre- Crimes contre	Ce sont : <ul style="list-style-type: none">- Crime de Génocide- Crime contre l'humanité de									

<p>humanité sauf la persécution et l'apartheid</p> <p>crime d'agression</p>	<p>persécution</p> <ul style="list-style-type: none"> - Crime contre l'humanité d'apartheid
<p>Compétence temporelle :</p> <p>laquelle la CPI peut juger un crime</p> <p>Cour n'a compétence qu'à l'égard des crimes relevant de la Cour commis après l'entrée en vigueur du présent Statut.”</p> <p>La Cour peut juger que les crimes commis à partir du 1er juillet 2002 ont une rétroactivité</p> <p>Dès la date d'entrée en vigueur de la CPI, Cour est compétente à la date d'entrée en vigueur du Statut de Rome</p> <p>« le premier jour du mois suivant le soixantième jour »</p> <p>Application (art. 126.2)</p> <p>Article 12-3 de l'entrée en vigueur du Statut : même si un Etat a ratifié le Statut, il peut déposer une déclaration au greffe de la Cour, et ainsi exclure la CPI (Côte d'Ivoire, Ukraine, Palestine, Ouganda)</p> <p>Il n'y a pas de prescription au niveau de la CPI</p>	

Compétence loci :	
Statut de Rome : La Cour est compétente si : - le crime a été commis sur le territoire d'un Etat partie au Statut - le crime a été commis à bord d'un navire ou aéronef d'un Etat partie au Statut - le crime a été commis sur le territoire quelconque mais causé par un individu national d'un Etat partie	
Statut : Cour peut aussi exercer sa compétence si : - l'Etat partie défère au procureur une situation (exemple de la situation de la Côte d'Ivoire) - l'Etat partie procède au renvoi d'une situation auprès du Conseil de Sécurité des Nations Unies agissant en application du Chapitre VII de la Charte des NU et déféré au Procureur une situation - le Procureur peut ouvrir une enquête mais il faut l'autorisation d'une chambre préliminaire	

atione personae :

liques que la CPI peut poursuivre

ente pour juger :

nnnes physiques (art 25.1) : désigne l'ensemble des êtres

=> responsabilité pénale individuelle

mpétente pour les crimes commis par les **nationaux des
ats parties** quel que soit le lieu de leur commission

mes commis par des **nationaux des Etats non parties** :

our uniquement compétente s'ils ont été commis sur le
ritoire d'un Etat partie

mpétence fondée seulement sur la nationalité des auteurs
crime et non victimes

ente pour juger :

nnnes morales (Etat et entreprise)

ation :

e moins de 18 ans au moment de la commission du crime

t pas être jugés devant la Cour

mentale (Article 31.1.a)

ntoxication (par drogues ou alcool) sauf s'il est volontaire

1.1.b)

e défense "proportionnée face à un recours imminent et

a force" (article 31.1.c),

ar "nécessité" face à une menace de mort ou à une

hysique (article 31.1.d)

fait ou de droit abolissant l'intention criminelle de l'auteur

2)

maintenue :

dividu a suivi les ordres de son gouvernement ou de son

hiérarchique (art 33)

onération seulement si 3 condi cumulatives :

1. obligation légale d'obéir aux ordres
2. ne pas savoir que celui ci est illégal
3. ordre n'est pas "manifestement illégal" (ordre de
commettre un crime contre l'humanité ou un génocide
est "manifestement illégal")
=> article 33.1.c + article 33.2

du la "qualité officielle" des individus comme motif

ation de la responsabilité pénale ou de réduction de peine

7) => absence d'immunité pour les chefs d'Etats ou de

ement

Synthèse des recours internationaux possibles par pays

BURUNDI	<ol style="list-style-type: none"> 1. CAT 2. CRPD 3. SPT
CAMEROUN	<ol style="list-style-type: none"> 1. CAT 2. CDH (que recours individuels) 3. CEDAW
CONGO	<ol style="list-style-type: none"> 1. CDH (recours individuels <u>et</u> interétatiques) 2. CPI 3. CRPD 4. SPT
GABON	<ol style="list-style-type: none"> 1. CEDAW 2. CRC 3. CRPD 4. CPI 5. ECOSOC 6. SPT
GUINÉE-ÉQUATORIALE	<ol style="list-style-type: none"> 1. CDH (que recours individuels) 2. CEDAW
OUGANDA	<ol style="list-style-type: none"> 1. CAT 2. CDH (que recours individuels) 3. CRPD 4. CPI
RCA	<ol style="list-style-type: none"> 1. CDH (que recours individuels) 2. CEDAW 3. CRPD 4. CPI 5. ECOSOC 6. SPT
RDC	<ol style="list-style-type: none"> 1. CDH (que recours individuels) 2. CRPD 3. CPI 4. SPT
RWANDA	<ol style="list-style-type: none"> 1. CEDAW 2. CRPD 3. CPI 4. SPT
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	<ol style="list-style-type: none"> 1. CDH (que recours individuels) 2. CEDAW 3. CRPD
TCHAD	<ol style="list-style-type: none"> 1. CDH (que recours individuels) 2. CPI

